

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les parties suivantes de l'ancienne Eglise Ste Colombe
de LA DIGNE D'AMONT (Aude), aujourd'hui chapelle
Nord sous le clocher; élévation des murs nord et ouest
et du clocher; porte ouest avec clef sculptée; porte
fortifiée adjacente, au Nord, avec clef sculptée
appartenant à la commune

sont inscrites sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au préfet du département, pour les
archives de la préfecture, ^{et} au maire de la commune de la Digne
d'Amont

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 27 AVR 1948.

Par délégation

Le Directeur

T. S. V. P.